

16 Economie

«La loi sur le tabac sera un tigre de papier»

CIGARETTE Le Conseil national débattre du projet de loi sur le tabac jeudi. Selon Luciano Ruggia, directeur de l'Association suisse contre le tabagisme, les politiques cèdent au lobby du tabac et ne se rendent pas compte qu'il s'agit d'une question de santé publique

PROPOS RECUEILLIS PAR RAM ET WAREEA
@rametwareea

Berceau de l'industrie du tabac, la Suisse n'a pourtant pas de loi spécifique régissant la production et la commercialisation de cigarettes. Une première tentative avait échoué à Berne en 2015. Le parlement y revient jeudi. Luciano Ruggia, directeur de l'Association suisse contre le tabagisme, déplore que le projet de loi ait été vidé de son sens. La Suisse est un paradis pour les Philip Morris, Japan Tobacco ou encore British-American Tobacco, qui y ont pignon sur rue.

Le Conseil national débattre du projet de loi sur le tabac le 16 septembre. Est-ce une avancée? Aujourd'hui, les cigarettes et autres produits de tabac sont considérés comme des denrées alimentaires. Une loi spécifique à ces produits s'impose. Un premier projet de loi a été présenté en 2015. Il a échoué sur la question de la publicité. Le parlement estimait que la proposition allait trop loin et avait renvoyé la copie au Conseil fédéral. Un nouveau projet de loi a été mis en consultation en 2018. Celui-ci a attiré 1287 prises de position de la part de partis politiques, d'organisations de santé publique, mais aussi de l'industrie du tabac. Cette dernière ne veut toujours pas de restrictions au nom de la liberté individuelle, érigée en principe sacré, mais en réalité elle ne se soucie que de défendre ses bénéfices. En même temps, le tabagisme fait 9500 morts par année en Suisse et 8 millions dans le monde.

Qu'est-ce qui vous préoccupe alors? Cette loi est vide de sens et n'amène aucun progrès de santé publique. Elle n'interdit effectivement que la publicité qui s'adresse aux enfants. Cette disposition est inutile car il n'y a déjà pas de publicité à ce niveau. Ensuite, on interdit la publicité sur les affiches de rue. Là encore, 17 cantons l'interdisent déjà et les cigarettiers ont réagi que ce n'est pas un support efficace. La publicité au cinéma passe aussi à la trappe: c'est encore une fois défoncer une porte ouverte parce que de moins en moins de monde va au cinéma. Pour notre part, nous demandons une interdiction totale de la publicité pour les cigarettes, y compris sur les canaux digitaux où les jeunes sont très présents.

Qu'en est-il de la vente de cigarettes aux mineurs? Le projet de loi prévoit l'interdiction de la vente aux jeunes de moins de 18 ans. On pourrait croire que c'est un progrès. La réalité est que la plupart des cantons ont déjà adopté des limitations. Mais cette mesure est largement inefficace à elle seule. Des études ou des achats-tests montrent que les jeunes ont 1000 façons de la contourner. On peut par exemple demander à un ami qui a plus de 18 ans d'en acheter.

Et en matière de sponsoring? Souvenez-vous du tollé qu'avait soulevé la participation de Philip Morris au pavillon suisse lors de l'Exposition universelle de Dubaï 2020? Désormais, le sponsoring d'événements internationaux par l'industrie du

tabac sera interdit. Cette mesure est ridicule car de facto il est déjà interdit dans de nombreux pays étrangers; mais les cigarettiers pourront toujours participer aux événements culturels et sportifs en Suisse. Au niveau cantonal, seuls Soleure et le Valais n'admettent pas ce type de sponsoring.

Quelle sera la décision du parlement ce jeudi? Ce projet de loi faible sera probablement approuvé le 16 septembre et marquera la fin du processus. Ce sera un jeudi noir pour la lutte contre le tabagisme en Suisse. Une fois accepté, nous ne pourrions pas y revenir pendant au moins vingt ans.

Quel est votre ressentiment à quelques jours du vote? Les milieux antitabac sont extrêmement déçus car le parlement accouche d'une loi alibi. Je n'ai pas d'exemple de loi aussi inutile alors qu'on y a passé beaucoup de temps et dépensé beaucoup d'argent depuis 2015. On aimerait que les autorités politiques prennent conscience que le tabagisme est une question majeure de santé publique qui coûte 3 milliards de francs à l'assurance maladie et 2 milliards en termes de pertes de journées de travail. Cette loi sera un tigre de papier, un coup d'épée dans l'eau.

Avez-vous un message aux conseillers nationaux qui prendront position jeudi? Je leur demande de réfléchir encore avant d'accepter le projet de loi dans son état actuel. Je leur demande de penser en termes de santé publique afin que les gens arrêtent de fumer et non uniquement aux intérêts de l'industrie du tabac.

L'industrie du tabac est quand même pourvoyeuse de nombreux emplois dans le pays, non? La plus grande partie de ces emplois concerne les activités internationales de Philip Morris, Japan Tobacco ou encore de British American Tobacco. Du reste, ces derniers suppriment sans cesse des centaines de postes de travail en Suisse et délocalisent une partie de leurs activités en Espagne, en Pologne et dans d'autres pays. En ce qui concerne la production de cigarettes, il faut savoir qu'elle est automatisée. Le marché intérieur suisse est somme toute minuscule et l'exportation de cigarettes n'est pas plus importante que celles du fromage ou du chocolat.

La Confédération empêche néanmoins des impôts... Les cigarettiers sont présents en Suisse, notamment pour des raisons d'optimisation fiscale. Ils remplissent certes les caisses de la Confédération. Mais là où le bât blesse, c'est qu'ils paient peu ou prou d'impôts dans des centaines de pays où ils réalisent des bénéfices. Nous encaissons quelques milliards, mais sur le dos d'autres pays qui sont victimes de transfert de bénéfices chez nous. Du point de vue éthique, cette pratique est inacceptable.

La taxation des cigarettes rapporte-t-elle vraiment gros? La taxation dépend du prix. En Suisse, le prix de référence est de 8,80 francs par paquet, ce qui correspond à celui du Marlboro rouge.



INTERVIEW

«Je demande [aux conseillers nationaux] de penser en termes de santé publique afin que les gens arrêtent de fumer et non uniquement aux intérêts de l'industrie du tabac», indique Luciano Ruggia, directeur de l'Association suisse contre le tabagisme. (PIERRE-VIVES MASSOT/REALYES.CH POUR LE TEMPS)

C'est un indicateur international puisqu'on trouve cette marque partout. L'Etat encaisse 60% sur le prix, dont 52% sont versés à l'AVS. Soit 2,1 milliards de francs en 2020, ce qui n'est pas énorme par rapport à l'ensemble de cette assurance. Puis, la TVA absorbe 7,7%. Pour le reste, deux mini-taxes de 0,3% chacune alimentent, d'une part, le fonds de financement du tabac indigène et, d'autre part, le fonds de prévention du tabagisme. Notre association est en partie soutenue par ce dernier fonds.

Le prix de référence, qui est déjà très

«Les milieux antitabac sont extrêmement déçus car le parlement accouche d'une loi alibi. Je n'ai pas d'exemple de loi aussi inutile»

bon marché en comparaison internationale, ne reflète toutefois pas la réalité. Par exemple, les supermarchés Coop vendent la marque Bay, développée pour les jeunes avec des surnoms de plages tropicales, à 6,95 francs. Ils proposent également une marque maison «5,50» à 5,50 francs. Ces prix bas attirent spécialement les fumeurs à bas revenu. En France, le prix de

référence est 10 euros le paquet. En Irlande, un paquet est vendu 14 euros, soit l'équivalent de trois Big Mac. En Suisse, un paquet coûte moins de la moitié du prix d'un Big Mac.

Pensez-vous aux paysans qui produisent les feuilles de tabac, notamment dans la Broye? Les paysans essayent juste de survivre. Ce nombre n'a cessé de diminuer, passant à 324 en 2004 et à 135 en 2020 et les feuilles suisses ne couvrent que 4% de la demande de fabricants de cigarettes. Le tabac est une plante tropicale, qui pousse à l'état naturel à Cuba ou au Mozambique mais qui chez nous est dopée à coups de pesticides. Cet été, la récolte a été particulièrement mauvaise. Cette culture survit en Suisse grâce aux subventions. L'une des mini-taxes sur le tabac finance un fonds à hauteur de 13-14 millions de francs par année. Cette somme revient aux 135 cultivateurs. L'industrie du tabac est tenue d'acheter le tabac récolté à un prix fixe. Le Conseil fédéral définit le montant maximal à payer aux producteurs et l'industrie détermine le prix final. La différence entre prix de vente et prix d'achat est financée par ce système de subventions. C'est ainsi qu'on maintient une agriculture sous perfusion, mais qui n'a pas de sens. On parle volontiers de tradition dans la Broye. Mais à ce prix-là, on pourrait produire des mangues et, au bout de trente ans, considérer cette production comme une tradition du pays.

Si c'est une aberration, pourquoi les parlementaires ne la voient pas? Il y a

une alliance tactique entre les cigarettiers, qui obtiennent le soutien du lobby agricole fortement représenté au parlement. Ce dernier a largement contribué à diluer le projet de loi sur le tabac. Les multinationales sont réunies au sein du lobby «Swiss Cigarettes» et les producteurs au sein de «Swiss Tabac», les deux travaillent étroitement ensemble. L'industrie du tabac pourrait facilement se passer des feuilles suisses, de mauvaise qualité de surcroît, mais il y a un prix à payer pour assurer du soutien des parlementaires suisses.

Avez-vous un exemple où ces derniers ont œuvré en faveur de l'industrie du tabac? Sont-ils soumis à la loi en gestation? Oui, ils seront soumis à la loi, mais cette loi n'aura aucun impact sur la vente de cigarettes électroniques chez les jeunes. Les ados consomment aujourd'hui des Puff Bar (des e-cigg) jetables, qui se camouflent sous la forme de stylos colorés aux multiples arômes. Il y a une épidémie de vapotage naissante chez les jeunes dont nos élus refusent de prendre la mesure. ■

Qu'en est-il des nouveaux produits de tabac? Sont-ils soumis à la loi en gestation? Oui, ils seront soumis à la loi, mais cette loi n'aura aucun impact sur la vente de cigarettes électroniques chez les jeunes. Les ados consomment aujourd'hui des Puff Bar (des e-cigg) jetables, qui se camouflent sous la forme de stylos colorés aux multiples arômes. Il y a une épidémie de vapotage naissante chez les jeunes dont nos élus refusent de prendre la mesure. ■